

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : MDE 13/137/2007 – ÉFAI

19 novembre 2007

AU 312/07

ARRESTATION ARBITRAIRE / PRISONNIÈRE D'OPINION

IRAN

Maryam Hosseinkhah (f), journaliste et militante des droits des femmes

Maryam Hosseinkhah, journaliste et militante des droits des femmes, a été arrêtée le 18 novembre lorsqu'elle s'est présentée auprès d'une chambre du tribunal révolutionnaire de Téhéran, la capitale, où elle devait être interrogée. Selon d'autres membres d'une campagne en faveur des droits des femmes, elle a été accusée de « *troubles à l'ordre publique* », de « *propagande contre le régime* » et de « *publication d'informations mensongères* » à la suite de la diffusion d'articles sur des sites Internet dont elle dirige la publication.

Amnesty International la considère comme une prisonnière d'opinion, car elle est détenue uniquement pour avoir mené pacifiquement ses activités de défense de l'égalité des droits entre hommes et femmes en Iran. Par conséquent, l'organisation demande sa libération immédiate et sans condition.

Maryam Hosseinkhah participe activement à la Campagne pour l'Égalité, dont le but est de recueillir un million de signatures en faveur de l'abrogation des lois discriminatoires à l'égard des femmes, et elle est l'une des directrices de la publication du site Internet de cette campagne (<http://www.we4change.info/>). Elle est également membre du Centre culturel des femmes, une organisation féministe fondée en 2001 afin de promouvoir les droits humains et politiques des femmes en Iran. Quelques jours avant sa citation à comparaître, le site Internet de cette organisation a été fermé sur ordre du ministère de la Culture et de l'Orientation islamique et du pouvoir judiciaire.

Le 17 novembre, Maryam Hosseinkhah a été convoquée par une chambre du tribunal révolutionnaire chargée des affaires liées à la sécurité, pour y subir un interrogatoire relatif à ses activités de défense des droits des femmes. Elle a été interrogée pendant plus de deux heures et a reçu l'ordre de se présenter le lendemain pour un nouvel interrogatoire. Lorsqu'elle est arrivée au tribunal le 18 novembre, un mandat d'arrêt a été décerné à son encontre et elle a été placée en garde à vue, puis transférée à la section 3 de la prison d'Evin, à Téhéran, un quartier accessible où sont incarcérés les prisonniers condamnés pour des infractions non violentes et où d'autres défenseurs des droits des femmes ont déjà été détenus.

Maryam Hosseinkhah faisait partie des 33 femmes arrêtées le 4 mars 2007 alors qu'elles protestaient contre le procès de cinq militantes des droits humains. Elle avait été libérée quatre jours plus tard (voir l'AU 52/07, MDE 13/021/2007 du 5 mars 2007, et ses mises à jour).

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les mesures de répression visant des militants associés à la Campagne pour l'égalité et d'autres membres de la société civile iranienne se sont intensifiées depuis quelques semaines. En septembre, au moins 25 personnes (dont cinq membres du comité éducatif de la Campagne pour l'égalité qui s'étaient déplacés depuis Téhéran) ont été arrêtées lors d'un atelier éducatif organisé par cette campagne dans un domicile privé de la province du Lorestan, dans l'ouest du pays. Vingt-deux d'entre elles ont été libérées plus tard dans la soirée, après avoir été interrogées sur les activités de la Campagne pour l'égalité. Les trois autres, Reza Dolatshah, Bahman Azadi et Khosrow Nasimpour, ont été libérées le lendemain, mais ont été battues pendant leur détention. Deux femmes, Ronak Safarzadeh et Hana Abdi, sont détenues à Sanandaj, dans la province du Kurdistan, et ne sont pas autorisées à entrer en contact avec leurs proches, ni avec leurs avocats (voir l'AU 297/07, MDE 13/130/2007 du 7 novembre 2007). Sohrab Razzaghi, directeur du Centre de recherche et de formation des organisations de la société civile, est maintenu en détention depuis le 24 octobre, vraisemblablement pour être interrogé sur les activités de son organisation, et notamment sur

l'aide financière qu'elle reçoit de la part de donateurs internationaux tels que l'organisation non gouvernementale néerlandaise Hivos.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en persan, en arabe, en anglais, en français ou dans votre propre langue) :

- déclarez-vous préoccupé par l'arrestation de Maryam Hosseinkhah au simple motif de ses activités pacifiques de défense de l'égalité des droits entre hommes et femmes en Iran ;
- exhortez les autorités à la libérer immédiatement et sans condition, car il s'agit d'une prisonnière d'opinion ;
- priez-les de veiller à ce que cette femme soit autorisée sans délai à entrer régulièrement en contact avec sa famille et l'avocat de son choix et à ce qu'elle soit protégée de toute forme de torture ou d'autres mauvais traitements pendant sa détention.

APPELS À :

Responsable du pouvoir judiciaire :

His Excellency Ayatollah Mahmoud Hashemi Shahroudi
Ministry of Justice, Panzdah Khordad (Ark) Square,
Téhéran, République islamique d'Iran

Formule d'appel : *Your Excellency, / Monsieur le Ministre,*

Courriers électroniques : info@dadgostary-tehran.ir (dans le champ réservé à l'objet, veuillez écrire : « *FAO Ayatollah Shahroudi* »)

Fax : +98 21 3390 4986 (merci d'insister ; si une personne décroche, veuillez dire « *fax please* »)

Ministre du Renseignement :

Gholam Hossein Mohseni Ejeie

Ministry of Intelligence, Second Negarestan Street, Pasdaran Avenue, Téhéran, République islamique d'Iran

Formule d'appel : *Your Excellency, / Monsieur le Ministre,*

Guide spirituel de la République islamique d'Iran :

His Excellency Ayatollah Sayed 'Ali Khamenei, The Office of the Supreme Leader
Islamic Republic Street - Shahid Keshvar Doust Street
Téhéran, République islamique d'Iran

Courriers électroniques : info@leader.ir

Formule d'appel : *Your Excellency, / Excellence,*

COPIES À :

Président de la République :

His Excellency Mahmoud Ahmadinejad
The Presidency

Palestine Avenue, Azerbaijan Intersection
Téhéran, République islamique d'Iran

Fax : +98 21 6 649 5880

Courriers électroniques : dr-ahmadinejad@president.ir

ou *via* son site Internet : <http://www.president.ir/email/>

Chef du Comité des droits de l'homme au sein du pouvoir judiciaire :

His Excellency Mohammad Javad Larijani
C/o Office of the Deputy for International Affairs
Ministry of Justice,
Ministry of Justice Building, Panzdah-Khordad (Ark) Square,
Téhéran, République islamique d'Iran

Fax : + 98 21 5 537 8827 (Merci de vous montrer persévérant)

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Iran dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 31 DÉCEMBRE 2007, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.